

Tout cela, c'est évident comme le soleil qui nous éclaire. Mais en France on veut se débarrasser du Pape, des évêques, des prêtres, de l'Eglise enfin! On vote donc en dépit du bon sens, en dépit de l'histoire, en dépit des vrais intérêts de la patrie! On vota la suppression du budget des cultes, on vote l'enlèvement des églises aux catholiques, on vote la création des fameuses associations cultuelles, organisées de par la loi en dehors de toute autorité des évêques et des curés! Pauvre France!

* * *

Cette loi, dite de la séparation des églises et de l'état, sera votée sans doute comme le fut la loi Waldeck, comme le furent toutes les lois liberticides, depuis trente ans.

Mais il semble qu'enfin les esprits vraiment libéraux et clairvoyants aperçoivent l'abîme où se précipite le pays qui fut la grande nation, la très noble, comme disait Léon XIII, *nobilissima gallorum gens*.

Des républicains de vieille souche, comme ceux du Centre qui s'appellent aussi des progressistes s'unissent aux raliés et aux royalistes des Droites, pour combattre la mesure du cabinet Rouvier et de la commission Briand.

Il est trop tard, le Bloc va l'emporter. Pourtant de nobles paroles sont jetées dans les débats, qui devraient éclairer tous ceux qui, en France, aspirent à la paix religieuse et à la liberté de conscience.

Le député le plus en vue de ce parti modéré, M. Ribot, du Pas-de-Calais, a prononcé le 3 avril, l'un des plus brillants discours qu'on ait jamais entendus dans cette enceinte fameuse du palais Bourbon:

"Déclarer qu'une nation comme la France, disait-il, avec son passé, avec ses intérêts dans le monde, n'aura plus aucune relation avec le Saint-Siège; déclarer que nous voulons ignorer le Saint-Siège, qu'il n'existe plus pour nous, c'est là, je crois, non seulement le contre-pied de la politique traditionnelle de la France — je ne parle pas de sa politique religieuse — mais encore celui de sa politique européenne, de sa politique extérieure dans le sens le plus large du mot..."

"Même dépouillé comme il l'est de toute souveraineté temporelle, le Pape est encore un souverain. Toutes les nations catholiques et même les nations protestantes le reconnaissent,